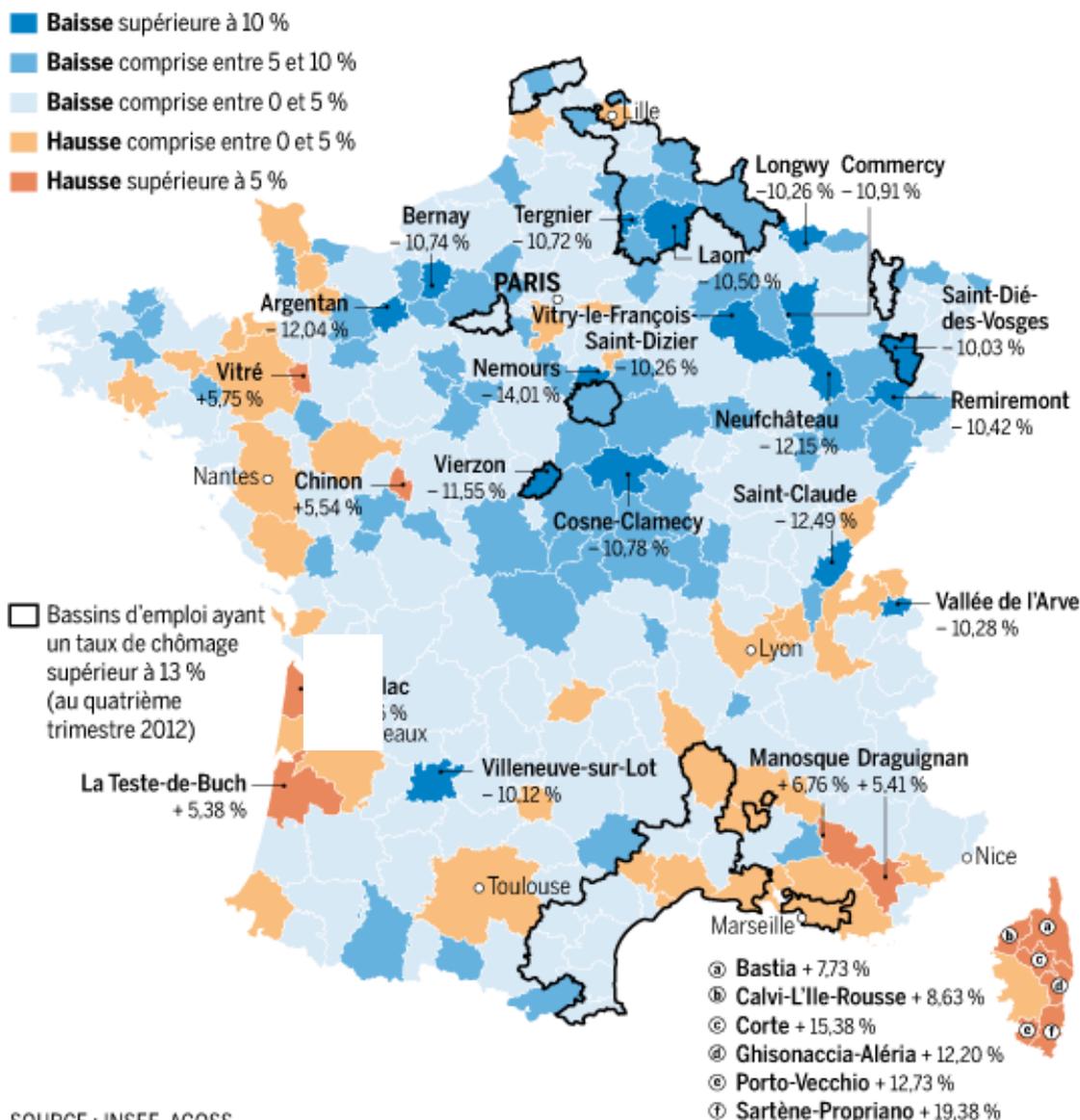


# Ce que la crise bretonne révèle des fractures territoriales françaises

LE MONDE | 30.10.2013 à 13h04 • Mis à jour le 31.10.2013 à 09h59 |

Propos recueillis par **Jean-Baptiste Chastand** ([/journaliste/jean-baptiste-chastand/](#))

## ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS PAR BASSIN D'EMPLOI entre 2008 et 2012



SOURCE : INSEE, ACOSS

LE MONDE

Economiste et urbaniste au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), Laurent Davezies relativise la crise bretonne et s'inquiète de la montée du « populisme territorial ».

**On parle beaucoup, en ce moment, de la crise du modèle breton, mais vous pensez qu'il faut la relativiser. Pourquoi ?**

Il n'y a pas un modèle breton : il y a une crise d'une partie seulement de la Bretagne. La région s'en sort mieux que beaucoup d'autres. Il y a une fracture en Bretagne entre des territoires qui marchent bien comme Rennes, Saint-Malo ou Vitré, et d'autres dans les Côtes-d'Armor ou le centre du Finistère qui souffrent.

> Lire aussi : [Ecotaxe : les étonnantes alliances de la fronde bretonne](http://politique/article/2013/10/29/les-etonnantes-alliances-de-la-fronde-bretonne_3504692_823448.html)  
(/politique/article/2013/10/29/les-etonnantes-alliances-de-la-fronde-bretonne\_3504692\_823448.html)

### **Comment expliquez-vous alors la focalisation des dernières semaines sur la crise bretonne ?**

Cela s'explique par deux choses. La capacité de réaction des Bretons est évidente : ils ont toujours été des pilotes en pratique de mobilisation collective en faveur du développement local. Par ailleurs, ils ont toujours eu des vrais problèmes de relation avec Paris et ont toujours négocié brutalement. La Bretagne se vit comme un territoire défavorisé par son enclavement. L'écotaxe accentuait encore ce sentiment, d'autant plus qu'elle est très discutable. Pour les paysans bretons, il n'y a pas de substitution possible du transport routier avec le fer ou le fluvial, qui ne sont pas faits pour transporter rapidement les produits agroalimentaires ou industriels.

La deuxième raison est que l'Ouest français est le trophée de la gauche moderne, humaniste et pragmatique. Il y a encore vingt ans, ces territoires étaient à droite, puis ils ont basculé. Alors que les fédérations socialistes de régions historiques de la gauche comme le Pas-de-Calais ou des Bouches-du-Rhône sont en pleine crise, les résultats étonnants obtenus par les socialistes dans les régions de l'Ouest sont symboliquement et politiquement très importants. La gauche ne peut pas perdre ces territoires, ce qui explique l'attention du gouvernement, bien plus selon moi que le prétendu lobby breton.

### **Quels sont les territoires qui ont le plus pâti de la crise ?**

La France a perdu 450 000 emplois lors de la crise de 2008-2009 et n'en avait reconstitué que la moitié à fin 2012. Les territoires les plus frappés se trouvent dans un grand cercle qui prend tout le nord-est français et englobe le Centre, la Franche-Comté, la Bourgogne, la Picardie, la Haute-Normandie et même le Limousin. Seule exception dans cette zone : l'Ile-de-France.

Le reste de la France, de l'Ouest au Sud jusqu'en Rhône-Alpes, a connu une situation nettement moins tendue, certaines zones ont même gagné des emplois. Les grandes villes, comme Lyon, Nantes, Bordeaux ou Toulouse, ont mieux résisté que toutes les zones urbaines au nord d'une ligne entre Cherbourg et Genève. Cette résistance s'explique pour deux raisons. Ces

territoires continuent à attirer et une démographie positive crée mécaniquement de l'emploi. Ils sont aussi bien meilleurs dans les activités comme l'informatique ou les services supérieurs.

### **Quelles fractures territoriales ont été révélées par la crise ?**

Contrairement à une idée répandue, il faut rappeler que les inégalités territoriales n'avaient pas cessé de décroître entre les années 1960 à 2000. Or, la crise vient rompre cette tendance : il se crée une nouvelle fracture territoriale et c'est plutôt inquiétant. Inquiétude légitime, mais follement alimentée par les médias qui soufflent sur les braises.

Or cette exagération conduit à une double tendance. Un populisme territorial infondé est en train de monter. La France profonde s'estime lésée par rapport aux métropoles et les rivalités interterritoriales s'expriment de plus en plus ouvertement, notamment dans cet épisode breton. Tout cela est un déni de réalité : notre système territorial est fondé sur la solidarité. Beaucoup de territoires n'existeraient plus s'il n'y avait pas de solidarité nationale. Les métropoles, et l'Ile-de-France en premier, font fonctionner le reste du territoire depuis vingt ans au travers de transferts fiscaux et sociaux massifs.

### **Peut-on relier ces fractures avec la progression du vote FN ?**

Oui, il faut s'inquiéter des causes de la progression du vote FN. Le géographe Christophe Guilluy a raison quand il se préoccupe des territoires périphériques. Les territoires dont il parle, qui abritent les "*petits blancs*" partis habiter à trente kilomètres des centres-villes sont en effet des terrains d'angoisse. Ces électeurs, oubliés des discours politiques, sont en train de se rappeler à nous, d'autant plus qu'ils occupent les jobs les plus vulnérables.

Mais selon moi, c'est plutôt 20 % seulement de la population qui vit dans des territoires à la situation très difficile, et pas 60 % comme le dit Guilluy. Pour ces territoires, il faut savoir produire du discours politique. Quand il y a une offre politique de personnalités de stature nationale, comme à Meaux (Seine-et-Marne) ou en Seine-Saint-Denis, il est possible de canaliser la montée du FN. Ces territoires ont besoin d'être pris en considération.

> Lire l'analyse : [Hollande et le pari perdu de l'apaisement](#)

[\(/politique/article/2013/10/30/hollande-et-le-pari-perdu-de-l-apaisement\\_3505329\\_823448.html\)](#)

### **Quelles sont les marges de manœuvre du pouvoir pour corriger ces fractures ?**

La politique, c'est d'abord des mots, du sens. Il faut expliquer que l'Ile-de-France et les métropoles génèrent beaucoup plus de prélèvements qu'elles ne reçoivent de prestations publiques et sociales. La concentration des

centres de production est efficace pour l'économie et finance notre pacte social. Nos territoires ne sont pas des petites nations en compétition, ils sont totalement complémentaires.

Sur le reste, les actes, il est nécessaire de libérer la mobilité résidentielle, en supprimant des freins comme les droits de mutation, les modalités d'attribution des HLM et les difficultés d'accès au logement dans les espaces dynamiques. Le mode de financement du logement doit être revu, l'Etat doit cesser de financer le logement dans les territoires qui mettent leurs habitants en difficulté pour mettre le « paquet » sur ceux qui leur offre un avenir. Idem sur la mobilité pour la formation des jeunes. Ce qui suppose d'avoir le courage politique de dire que certains territoires sont mal partis et d'autres beaucoup mieux.



[\(/journaliste/jean-baptiste-chastand/\)](#) **Jean-Baptiste Chastand**

Suivre

[\(/journaliste/jean-baptiste-chastand/\)](#)

Journaliste en charge du social et de l'emploi

## Les « terreaux d'angoisse », favorables au FN

Pour l'économiste Laurent Davezies, « il faut s'inquiéter des causes de la progression du vote FN ». « Le géographe Christophe Guilluy a raison quand il se préoccupe des territoires périphériques. Les territoires dont il parle, qui abritent les «petits Blancs» partis habiter à 30 kilomètres des centres-villes sont des terreaux d'angoisse. Ces électeurs, oubliés des discours politiques, sont en train de se rappeler à nous, d'autant plus qu'ils occupent les jobs les plus vulnérables.

Mais selon moi, c'est plutôt 20 % seulement de la population qui vit dans des territoires à la situation très difficile, et pas 60 % comme le dit Christophe Guilluy. Pour ces territoires, il faut savoir produire du discours politique. Quand il y a une offre politique de personnalités de stature nationale, comme à Meaux (Seine-et-Marne) ou en Seine-Saint-Denis, il est possible de canaliser la montée du FN. Ces territoires ont besoin d'être pris en considération », explique le chercheur.